

POINT DE VUE

Retraites au bon vouloir de certains
dirigeants mauvais élèves

Le lecteur auteur de ce «point de vue» s'interroge dans un courriel reçu récemment sur la non-publication de sa contribution intitulée «Retraites au bon vouloir de certains dirigeants mauvais élèves» qui nous a été transmise par courriel en date du 19 décembre 2011. Il nous demande s'il s'agit d'une simple omission ou d'abondance de matière, voire de non-réception ? «Ou bien, tout simplement, d'une autre raison que je souhaiterais connaître dans l'optique d'une prise en charge ?» Nous tenons à le rassurer : suite à la décision d'augmenta-

Il est bon de rappeler qu'il existe un montant maximum pour une pension, montant qui ne doit pas dépasser en brut le seuil de 15 fois le SNMG (voir réglementation en vigueur), nonobstant l'épée de Damoclès, à savoir le fort taux de l'IRG, et la faiblesse du taux de revalorisation des pensions dont les montants dépassent les 40 000 DA. En conséquence, dans un cadre de libre débat, d'entraide et de conjugaison d'efforts permettant d'améliorer le train de vie de l'ensemble des retraités sans distinction aucune, ma simple et modeste contribution précitée est reprise ci-dessous.

En guise d'introduction à la contribution ci-après, il me paraît ingrat de l'entamer sans transmettre toutes mes félicitations à l'équipe du «Soir retraite» qui ne ménage aucun effort à l'effet de permettre aux retraités de publier ce qu'ils ressentent, et par là même de répondre à leur cri de détresse, voire leur SOS dont l'amplitude ne cesse de croître compte tenu du mépris affiché à leur égard par certains décideurs et législateurs.

Des ex-travailleurs qui jadis, qu'on le veuille ou non, ont permis à notre cher pays de rester économiquement debout dans des conditions pénibles et fortement risquées, un comportement qui a abouti à la mise en place d'une relève, dont, comble de paradoxe et d'ironie d'une part, d'insouciance, voire d'inconscience ou d'incompétence d'autre part, une bonne partie s'est retournée contre cette frange de la société.

Insuffisance et incompréhension des dernières mesures prises

En effet, même si la énième décision relative à l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités prise par notre président de la République est à saluer, l'analyse du volet afférent à la revalorisation des retraites validé par le Conseil des ministres tenu en date du 18 décembre 2011 ne fait que confirmer le doute qui était de mise, à savoir la présentation par la structure concernée d'un dossier superficiel qui semble n'être étayé par aucune étude sérieuse à même de semer une certaine équité et redonner assurance et confiance à cette catégorie de citoyens. Ce faisant, des constats laissent apparaître un goût d'inachevé et d'injustice se caractérisant notamment par l'insuffisance et surtout l'incompréhension des différents paliers de revalorisation retenus à tous les niveaux avec pour conséquences directes la continuité de la précarité des bas revenus ainsi que la remise en cause de l'échelle des valeurs par le nivellement par le bas des pensions et allocations de retraites ; la triple sanction infligée aux pensionnés ou allocataires dont le montant mensuel dépasse les 40 000 DA (maintien de l'IRG à un taux très élevé et réduction notable du taux de revalorisation, soit le taux le plus bas) nonobstant la sanc-

tion et le risque pénal qu'ils encouraient en étant en activité, de par l'importance des postes qu'ils occupaient.

Colmatage et bricolage aux lieux et place d'une refonte totale du système de retraite

Au vu de ce qui précède, et comme déduction logique, il est permis de continuer à crier haut et fort que certains de nos dirigeants ne font que du colmatage et du bricolage et ne sont que de mauvais élèves qui n'assimilent pas les leçons, sinon comment expliquer cette manière de procéder en jouant aux pompiers et en offrant quelques friandises à ces «vieux enfants» pour les assagir, les amadouer et surtout pour les diviser en semant la zizanie entre eux et gagner du temps, au lieu d'opter pour une solution radicale répondant aux attentes de l'ensemble des retraités sans distinction aucune, en prenant en charge réellement la refonte de notre système de retraite, telle que demandée par le premier magistrat du pays, à même de garantir sa pérennité dans l'équi-

tion des pensions de retraite, nous avons reçu beaucoup de contributions et de courrier que nous publierons au fur et à mesure des parutions du «Soir Retraite». Il a tenu à reformuler sa contribution, suite à la lecture du point de vue de M. Belmoumene, publié dans «Le Soir Retraite» du 17 janvier 2012. Il rappelle à ce dernier que «la force des retraités ne peut résider que dans leur union et que chacun de nous est en droit de savourer le fruit de son labeur, pour peu qu'il soit acquis d'une manière honnête».

té totale. Hormis cette action, aucune autre décision ne pourra reconforter sereinement le moral des bâtisseurs de notre pays au crépuscule de leur vie. Nuance, messieurs les dirigeants pourvoyeurs de solutions éphémères, les retraités ne quémandent pas, ils ne font que demander leurs droits légitimes, à l'instar des autres catégories socio-professionnelles du monde de travail, du moment que leurs devoirs ont été effectivement accomplis bien avant (cotisations, prise de risques, sacrifices...), compte tenu de ce fléau néfaste qu'est l'inflation, bourreau de nos managers incapables de le maîtriser. Donc de grâce, rendez aux retraités ce qui leur appartient, soit leur dignité, et surtout ne les dévalorisez pas et ne les méprisez pas, car ils ne demandent pas l'aumône.

Un taux exceptionnel de revalorisation unique mais étudié

N'aurait-il pas été beaucoup plus sage et surtout logique de suggérer au Conseil des ministres un projet plus simple, cohérent et surtout équitable, facile à mettre en œuvre

en optant pour un taux exceptionnel de revalorisation unique, mais bien étudié au bénéfice de l'ensemble des retraités, à l'instar de celui qui est arrêté chaque année ?

En procédant de la sorte, on économiserait un gain de temps appréciable, on répondrait au mieux aux attentes définies et on permettrait aux différentes commissions instituées d'élaborer et de finaliser leurs rapports ayant trait aux autres revendications (article 87 bis du code du travail, réforme de la retraite proportionnelle pour permettre la comptabilisation des années du service national, majoration pour conjoint à charge, etc.) dans la quiétude qui devra aboutir à une efficience irréfutable.

Ceci étant, on évitera de toucher à la sensibilité de chacun, à la dignité du pensionné ou de l'allocataire, à la valorisation du travailleur une fois retraité à même d'inverser l'ordre des valeurs, et comme aboutissement la contribution au bien-être social au profit d'une Algérie prospère en marche vers le progrès et l'émergence.

T. Boukhobza

LE DÉPUTÉ ALI BRAHIMI REVIENT À LA CHARGE «Dossier retraites : que cache donc le gouvernement ?»

Nous avons reçu le communiqué suivant du député Ali Brahimi de Bouira. «Le 14 décembre dernier, au nom de 34 députés, j'ai déposé une interpellation du gouvernement au sujet du scandale des pensions dérisoires de deux millions de retraités.

Moins d'une semaine après, le Conseil des ministres annonce la revalorisation promise depuis des mois. Le respect de la loi aurait voulu que le gouvernement se présente devant l'APN au plus tard le 29 décembre, surtout que j'ai maintenu ma démarche. Peine perdue, mes multiples réclamations au président de l'APN et les intercessions qu'il m'a dit avoir effectuées auprès du gouvernement n'y auront rien pu ; fort de l'arrogance de l'impunité, l'Exécutif persiste à violer la Constitution, loi et Parlement. Au-delà de la culture de non-droit qui domine l'Etat, il est pourtant curieux qu'un gouvernement qui a augmenté les pensions refuse de s'en prévaloir devant l'APN, quitte à violer ostentatoirement la procédure parlementaire. Hormis le gangstérisme et le mépris là où on attend de la bonne gouvernance, que cache la frilosité du pouvoir devant le débat contradictoire ? Les premiers éléments de réponse commencent à s'esquisser sur un sujet social sensible : le pou-

voir refuse de rembourser à la CNR les 500 milliards de dinars qu'il lui a imposés depuis près de vingt ans au titre du régime dérogatoire des retraites avant l'âge, proportionnelle et autre départ volontaire. Le mécanisme d'actualisation annuelle automatique des pensions (art. 46 de la loi 83-12) n'a été mis en œuvre qu'en 2006 avec un effet rétroactif discriminatoire qui remonte seulement à 1992, ce qui exclut les retraités partis entre 1983 et 1992, c'est-à-dire les plus pauvres. Les augmentations sont très inférieures aux promesses du communiqué du Conseil des ministres. Par ailleurs, la dernière revalorisation pose des questions trop gênantes pour le pouvoir : qui supportera la charge des dernières augmentations, la CNR ou le Trésor public comme le voudrait l'identité de leur auteur et je le souhaite ? Car dans la forme, la revalorisation des pensions relève des prérogatives du Conseil d'administration de la

CNR, un organisme autonome mutualiste censé appartenir aux travailleurs. Pourquoi des procédures aussi compliquées et aléatoires, au lieu de revenir au mécanisme de l'alignement des basses retraites sur le SNMG en cours jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix de par la loi 83-12 ? Ce sont là les questions cruciales que je voulais poser au gouvernement qui a ignoré mon interpellation, reconduisant sa *hogra* même dans le Parlement. Ces interrogations révèlent l'indigence de la politique sociale du pouvoir. Elles soulignent sa responsabilité dans l'absence de justice sociale particulièrement au détriment de ceux qui ont été les premiers sacrifiés à l'époque de l'ajustement structurel imposé par le FMI. Nulle démocratie ne peut se construire sur le mépris des catégories sociales les plus vulnérables à plus forte raison dans un pays dont les richesses sont ravagées par la corruption.»

Rassemblement des retraités d'Oran aujourd'hui devant le siège local de l'UGTA

Les retraités se rassembleront aujourd'hui devant le siège de l'UGTA à Oran pour exprimer leur colère face à l'absence d'un comité de wilaya FNTR, élu démocratiquement.

Ils exigeront la tenue d'une assemblée générale électorale pour désigner leurs représentants locaux, en toute démocratie et transparence. Ils refusent la désignation de délégués de wilaya, ce qui est contraire aux statuts de l'UGTA.

Pour rappel, les retraités d'Oran, qui sont plus de 120 000 pour à peine 10 000 adhérents à la FNTR, avaient effectué des démarches auprès de cette dernière et de la centrale UGTA, afin de mettre fin à la mission

des délégués désignés dont les membres, selon nos sources, ce qui fut fait suite à une décision du secrétaire général de l'UGTA, en attendant la tenue d'une assemblée générale.

Leur rassemblement d'aujourd'hui vise à obtenir de l'Union de wilaya d'Oran de l'UGTA l'engagement ferme et une date pour la tenue de l'assemblée générale et électorale du comité de wilaya FNTR.

Les retraités d'Oran sont convaincus, plus que jamais, qu'il faut s'organiser davantage et se mobiliser encore plus pour faire aboutir leurs nombreuses revendications visant à consolider et améliorer leur pouvoir d'achat.

LSC

A nos lecteurs

Suite à la décision du gouvernement d'augmenter les pensions de retraite, nous avons reçu un grand nombre de contributions, de points de vue et de commentaires, ainsi qu'un abondant courriel (courrier par Internet).

Nous rassurons les contributeurs, nous publierons leur «article» au fur et à mesure des parutions du «Soir Retraite».

Nous demandons aux auteurs des courriels soulevant des situations personnelles un peu de patience, la rubrique «Courrier des lecteurs» reprendra à partir du prochain «Soir Retraite», le mardi 14 février 2012.